



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/MARCOULE-Demantelement-un-nouveau-master-cree-un>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **MARCOULE Démantèlement : un nouveau master créé, « un cursus inédit en France »**

3 octobre 2015

MARCOULE Démantèlement : un nouveau master créé, « un cursus inédit en France »

Thierry Allard 3 octobre 2015 à 10:00 [A la une](#), [Actualités](#) [0 Comment](#)

Bercy joue au bonneteau avec la filière nucléaire

Les éclopés aident les sinistrés, qui en appellent aux grabataires. Et, au bout du compte, c'est l'Etat qui allonge.

AREVA, EDF, Eramet... L'Etat actionnaire aimerait bien jouer à l'Etat Père Noël auprès de ces sociétés à la ramasse. Mais il y a trop de cheminées à servir. Le dernier affamé en date, Areva TA, est le très discret concepteur des chaudières nucléaires du porte-avions « Charles-de-Gaulle » et des sous-marins nucléaires français. Après la déconfiture d'Areva, l'Etat, son actionnaire principal, avait prévu de prendre le contrôle majoritaire (51 %) de cette entité ultrasensible, valorisée à hauteur de 500 millions d'euros, pour éviter une prise de pouvoir par un groupe étranger. Le reste devait revenir à DCNS (industrie navale) et au CEA, le Commissariat à l'énergie atomique. Mais le gouvernement s'est ravisé. Au cœur de l'été, les grosses têtes de Bercy ont demandé à DCNS d'assurer une part plus importante du fardeau. Problème : Serge Dassault, impliqué dans les négociations à travers sa participation dans Thales (actionnaire de DCNS), renâcle. Si l'avionneur accepte volontiers l'aide de Jean-Yves Le Drian, « le meilleur ministre de la Défense qu'on ait jamais eu », dit-il, notamment quand il s'agit de vendre ses Rafale, il refuse de « immobiliser des fonds dans Areva TA, société qui n'a strictement rien à voir avec l'aviation ». Pour l'Etat, l'addition commence à être vraiment salée.

Terrain miné

Le 27 juillet, les pouvoirs publics ont décidé d'injecter 900 millions (sous forme de prêts et de garanties d'emprunt) dans une autre filiale d'Areva, Eramet, société d'exploitation de mines de nickel en Nouvelle-Calédonie et de manganèse au Gabon. Auparavant, Bercy avait déjà promis 5 milliards pour sauver Areva et 3 milliards pour renforcer les fonds propres d'EDF. Princier !

Il est vrai que, au vu des malheurs d'Eramet, le gouvernement a fait grise mine... La moitié du capital (dévalué) se trouve entre des mains privées, mais les 26 % naguère détenus par Areva ont échoué à l'Etat après les déboires du leader nucléaire. Les grands et récents discours du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, sur la refonte de la filière atomique ont du mal à faire illusion. Dans ce dossier qui a perdu les deux tiers de sa valeur en trois ans...

Le coup du mistigri a déjà fonctionné avec Areva. Pour boucher le trou, Emmanuel Macron a exigé que Jean-Bernard Lévy, le pédégé d'EDF, rachète pour 2,5 milliards le pôle « réacteurs nucléaires » de l'ancien leader du secteur. L'électricien n'avait pas besoin de cette surtension. Entre la rénovation de son parc nucléaire (de 50 à 100 milliards d'euros) et le très contesté projet de construction de deux réacteurs EPR à Hinkley Point (Grande-Bretagne), évalué à 18 milliards d'euros, ses engagements sont colossaux.

Lemas de cocagne

Dans sa grande miséricorde, l'Etat a fini par accorder 3 milliards d'augmentation de capital à EDF. Sans pour autant rassurer les marchés, effrayés par l'endettement de l'électricien. Qu'à cela ne tienne : le 28 juillet, EDF a annoncé la cession de 49 % de RTE, Réseau de transport d'électricité, qui gère 105 000 km de lignes à haute tension dans l'Hexagone. Il a fallu, cette fois, tirer l'oreille de Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des dépôts, pour qu'il présente une offre de rachat (au sein d'un consortium) valorisant très généreusement RTE à 8,5 milliards. Grâce à cette opération, EDF pourra renflouer ses caisses...

Qui gagne à ce grand bonneteau ? Personne, hormis les banquiers d'affaires, qui perçoivent des commissions sur chaque opération. Preuve que l'Etat ne déteste pas la finance à ce point...

Odile Benyahia-Kouider

Les étudiants et les différents partenaires du nouveau master, hier à Marcoule (Photo : Thierry

Ils sont neuf, de sept nationalités différentes, et ils composent la première promo du tout nouveau Master II Management de l'assainissement démantèlement et de la valorisation des sites industriels.

Un nouveau master développé conjointement par le CEA, le Pôle de valorisation des sites industriels (PVSI), l'IAE, l'université et l'ISEM de Montpellier, ainsi qu'avec l'Institut national des sciences et techniques nucléaires, qui a été inauguré hier à l'Institut de chimie séparative de Marcoule.

Une formation « dont on avait besoin »

« Il y a un an nous avons proposé de créer un master dans le domaine du management dans l'assainissement et le démantèlement, avec l'idée folle de l'ouvrir en septembre 2015, s'est remémoré Yannick Gomez, qui fait partie des initiateurs du projet au CEA. Et c'est aujourd'hui chose faite. »

Une nouvelle formation « dont on avait besoin », affirme le directeur du CEA Marcoule Philippe Guiberteau, saluant « un cursus unique en France, qui s'inscrit pleinement dans les objectifs de PVSI, notamment de structurer la filière. La création de ce master est un exemple significatif de ce qui peut être fait dans ce domaine. » Et justement, dans la structuration de ce nouveau secteur la formation est « un axe fondamental pour accompagner les innovations qu'on fait, et rassembler à Marcoule le tiercé gagnant : la recherche, la formation et l'aspect industriel », poursuit le directeur, parrain de cette première promo.

Concrètement, les étudiants partageront leur temps entre des modules universitaires à Montpellier, des modules professionnels à Marcoule et surtout des sessions d'apprentissage en entreprise. Des étudiants qui ne devraient pas avoir trop de mal à trouver un travail à l'issue de leur cursus : « c'est un secteur pour lequel un gisement d'emploi a été identifié, affirme Philippe Guiberteau. D'autant que leurs compétences dans les techniques innovantes du nucléaire peuvent et doivent être utilisées dans d'autres types de chantiers où on retrouve les mêmes problématiques. » « Il y a un besoin de cadres à même de piloter ces projets », résume le directeur de l'IAE de Montpellier Eric Stéphanie, quand le directeur adjoint de l'ISEM Gérald Naro affirmera que ce master est une démonstration de « l'écoute que nous apportons au monde industriel pour coproduire des formations sur mesure. »

« Il est plus judicieux d'avoir une double compétence »

Du côté des étudiants, les profils sont variés.. Ainsi, on retrouve des cursus dans les ressources humaines, l'économie gestion ou encore l'imagerie médicale. D'autres, comme Mamadou Malal Parry, viennent du monde industriel. « J'ai fait une formation au Maroc dans le domaine industriel, et un autre master dans le domaine du nucléaire à l'ICSM, explique l'étudiant de nationalité guinéenne âgé de 28 ans. C'est une orientation technique, le côté managérial me fait défaut, et aujourd'hui il est plus judicieux d'avoir une double compétence. »

« Cette formation nous promet du personnel de qualité dans nos entreprises, affirme Philippe Guiberteau. Elle promet aussi de l'emploi dans un secteur en devenir. »

Thierry ALLARD

thierry.allard@objectifgard.com